

Le 17 novembre 2018^[1], date de début du mouvement des gilets jaunes, s'érigent un peu partout en France des cabanes sur les ronds-points. Espace informationnel, organisationnel et social, les cabanes ont été les centres névralgiques d'une contestation populaire. Il convient d'appréhender ces lieux dans une double dimension : à la fois comme un espace géographique physique avec ses frontières et ses bâtis, aménagé et aménageable par les militants, puis comme un espace social où des individus entretiennent des relations plus ou moins organisées et hiérarchisées.

La destruction des cabanes, entre la mi-décembre et la mi-janvier par les forces de l'ordre a contraint les groupes encore actifs à réinventer leur structure d'organisation. *La fin des cabanes* marque une rupture fondamentale dans le mouvement des gilets jaunes qui induit un changement de l'espace physique militant - du rond-point aux assemblées - ainsi qu'une restructuration de l'espace social militant plus codifié et plus hiérarchisé qui tend à évincer du mouvement certaines fractions de la population militante.

En Saône-et-Loire, le groupe de gilets jaunes de Camon^[2] a également dû faire face à ces changements d'organisation. À partir du 17 novembre, trois femmes et un homme décident d'établir un campement aux frontières nord de la ville et le rond-point de Camon nord est occupé de manière permanente jusqu'à la mi-janvier. Un autre groupe s'établit quant à lui chaque samedi sur un rond-point au sud de la ville. Le rond-point de Camon sud est un « rond-point du samedi », qui ne vit que du matin au soir une journée par semaine. Ce dernier présente des caractéristiques différentes du rond-point de Camon nord. Plus à gauche et moins précaire, le rond-point de Camon sud entretient des relations variables avec le nord, du rejet à l'inclusion partielle notamment en raison de leur divergence sur les moyens d'action.

Cette configuration en deux groupes à Camon permet de mieux saisir l'évolution des répertoires d'action collective au fil d'une année de mobilisation et les effets des changements d'espaces physiques de la mobilisation.

Replacer l'extraordinaire dans l'ordinaire : caractéristiques géographiques de la ville de Camon

Raphaël Challier, dans son étude sur la mobilisation des gilets jaunes dans un bourg rural de Lorraine, insistait sur la nécessité d'« un travail progressif et collectif, de réinscription des ronds-points des gilets jaunes dans leur territoire »^[3]. C'est dans cet objectif de replacer l'extraordinaire dans l'ordinaire que ce texte s'inscrit. La focale sur la banlieue jaune par des chercheurs lyonnais^[4] offrait une seconde approche et un autre type de territoire avec des caractéristiques propres. Camon offre un troisième point de vue, un autre territoire au sein duquel s'est inscrite cette mobilisation populaire.

La ville connaît depuis les années 2015 une baisse de sa population au profit de sa couronne périurbaine dont la population croît d'environ 9%^[5] depuis les vingt dernières années. La population actuelle de Camon est composée d'un tiers de personnes retraitées. La population en centre-ville tend à s'embourgeoiser, le pourcentage de cadres supérieurs y est bien plus important que dans les villes alentours. Le taux de chômage y est faible (environ 7%) alors qu'il tend à s'accroître dans la zone péri-urbaine la plus proche depuis la crise de 2008 passant de 5% en 2007 à 11%^[6] en 2017. La sécurité est également^[7] un point central de la politique de la ville : depuis 2015 les caméras de surveillance ont fleuri

La ville de Camon est dirigée par un maire ex-UMP proche aujourd'hui de La République en Marche. Les dernières élections européennes confirmaient cette tendance d'un vote LREM, Nathalie Loiseau arrivant en tête des suffrages (24,43%), suivie du Rassemblement National qui obtenait un score un peu plus faible qu'à l'échelle nationale (19,06%) alors que Les Verts arrivaient en troisième position avec environ 15% des voix (14,69%).

Lorsqu'il arrive aux gilets jaunes de mentionner la ville de Camon au cours des assemblées générales ou des entretiens, c'est pour décrire une ville « bourgeoise » et composée de « vieux ». Si les ronds-points occupés étaient situés aux deux extrémités de la ville (au nord et au sud), seules trois personnes vivent à notre connaissance à Camon. Le reste de la population militante réside dans son aire péri-urbaine et plus rarement dans la ruralité voisine.

Au regard des conditions socio-économiques de la population considérée, ce résultat n'apparaît pas extrêmement surprenant. Les coûts inhérents à l'habitation au sein de la ville de Camon s'avèrent trop élevés pour une très grande partie des gilets jaunes. L'accès à la petite propriété via le crédit bancaire, pour les gilets jaunes disposant d'un contrat de travail pérenne s'avère possible à l'unique condition de s'éloigner de la ville pour bénéficier de résidence à moindre coût. Dans les cinq communes les plus habitées par les gilets jaunes dans la zone péri-urbaine, le Rassemblement National est systématiquement arrivé en tête lors de la dernière élection européenne, son score oscillant entre 26% et 31%.

Méthodologie

Cette étude s'appuie sur une ethnographie des deux ronds-points de Camon, des assemblées générales et des actions menées par les militants notamment les blocages économiques. À cela s'ajoutent 25 entretiens menés avec les gilets jaunes des deux groupes. Qualifié de « révolte des revenus modestes »^[9] par le collectif d'enquête sur les gilets jaunes (CNRS) une analyse longitudinale et localisée du mouvement dévoile toutefois une mise à l'écart progressive des personnes les plus précaires à la fois financièrement et statutairement. Une attention particulière aux transformations endogènes aux groupes militants permet d'expliquer ce phénomène. L'importance des ronds-points dans le mouvement des gilets jaunes « ne se comprend que parce qu'[ils] fonctionnent [tels] des synecdoques de l'espace protestataire dans son ensemble »^[10]. Ils constituent des « segments d'une contestation nationale », dont une étude permet de mieux comprendre la poursuite dans le temps de ce mouvement qui rassemble des populations pouvant disposer d'opinions politiques différentes, voire divergentes. Souvent négligé dans la littérature des mouvements sociaux, il nous faut considérer l'espace géographique comme « un aspect constitutif de la politique contestataire qui doit être explicitement conceptualisé et examiné »^[11].

Acte 1 : La cabane, nouvelle organisation et capital

jaune

Les premières braises tiédissent à peine sur le rond-point de Camon nord le matin du 18 novembre, que de nouveaux gilets jaunes plantent les premiers clous et découpent les premières palettes qui serviront à la création d'une grande cabane. Par cette appropriation de l'espace, le rond-point devient un espace fluide de l'engagement politique, à la fois sur le plan spatial, temporel et social, qui a permis d'agréger en son sein des populations précaires et isolées.

Le rond-point, comme « espace de ralliement »^[12] est accessible à toute heure de la journée. *A contrario* d'espaces sociaux plus traditionnels de l'engagement politique (assemblées générales, réunions) se regroupant à des horaires fixes qui ne peuvent satisfaire l'ensemble des militants, l'occupation physique et stable du rond-point permet à tous les agents sociaux, en fonction de leurs disponibilités, de s'y rendre et lève ainsi un premier obstacle structurel à l'engagement des classes populaires.

L'appropriation d'un sens giratoire, et la volonté de le tenir sur le long terme en installant sur cette place une cabane, sous-tend de tenir le rond-point, en l'occupant de manière permanente, de façon à éviter que la police ne vienne détruire le fruit de ce travail collectif. Les militants disposant davantage de temps, à savoir les retraités, les chômeurs, les personnes en situation de handicap, d'invalidité, sont présents la journée et constituent à ce titre une « première équipe ».

Georges, 63 ans, retraité ancien chef de cuisine nous confie :

« J'y suis tous les jours. Soit le matin, soit l'après-midi, j'y passe pas la nuit, non. Il y en a qui dormaient la nuit, mais enfin c'est ardu, c'est une chose. C'est moins de mon âge aussi ! Mais j'y suis tous les jours. J'ai peut-être loupé une journée ou deux, ça peut arriver, mais sinon tous les jours j'y étais. Soit pour... Déjà pour tenir le rond-point, pour parler avec les autres, parler avec les gens quand il y avait des actions. On a fait tellement d'actions là-bas, c'est-à-dire que tout ce qui était péages gratuits, blocage de la plateforme Logidis, distribution de tracts, donc je m'efforçais d'être toujours là. Mais jamais une journée complète parce que c'est trop, mais le matin, ou l'après-midi. L'après-midi, y a toujours de l'intendance à faire, du bois à casser pour aller monter le feu, y a toujours des choses à faire ».

Les travailleurs quant à eux se rendent sur le rond-point durant la pause déjeuner et surtout après le travail et constituent « la deuxième équipe » de l'occupation.

Christine, 43 ans, animatrice scolaire en CDD depuis 5 ans à temps partiel subi nous confie par exemple :

« Alors j'y vais le matin ... à ma pause de 8h 20 à 11h20 avec le temps de faire les allers retours et le soir en revenant du travail vers 18h. Alors je fais les actions aussi tu sais on bloquait le PAL, on faisait les blocages économiques ça tu sais ... »

Le temps de l'engagement dans la journée est en réalité déterminé par la situation professionnelle des militants. Il est le fruit d'une division temporelle tacite et contrainte de l'engagement.

Le rond-point devient par là même un lieu de rencontre. Il est à la fois un endroit de partage d'informations, d'organisation, de politisation et de création de lien social. Célia, 29 ans, auxiliaire de vie au chômage nous confie :

« On avait besoin de lieu physique pour se rassembler et communiquer, pour rematérialiser les échanges, c'était le lieu clef de l'action et de la réflexion [...] C'était notre espace à nous, une manière de se réapproprier l'espace, de créer quelque chose de différent ».

Si l'occupation de places fait partie du répertoire d'action collective de mouvements sociaux récents^[13], le rond-point revêt des caractéristiques physiques particulières qui définissent en partie l'action militante. L'îlot central du rond-point est conçu pour que personne ne le pratique. C'est d'ailleurs sur ce registre que se concentrent la plupart des critiques à l'égard du rond-point comme outil d'aménagement urbain^[14]. *A contrario* des places qui font l'objet d'une administration particulière et d'une surveillance policière importante, l'îlot central du rond-point n'est pas administré et constitue un espace à l'abri du regard et des institutions. Si les manifestants au cours de mouvement d'occupation de place ont principalement lutté pour le contrôle des lieux et leur transformation en « espaces sûrs »^[15], les occupants des ronds-points ont participé au façonnage des structures du mouvement social sur un territoire vierge de mobilisation et sans structure politique formelle antérieure au mouvement.

Cet espace social avec ses caractéristiques propres rend alors possible l'accession à des rôles clefs à des personnes qui en sont habituellement exclues. Carla, poursuit en ce sens,

« Sur le rond-point on ne te demande rien, pas ton travail, qui tu es, ce que tu penses, pour qui tu votes, on s'en fiche le principal c'est que tu sois là ».

Le rôle des femmes est important sur le rond-point de Camon nord, par exemple : elles jouent un rôle stratégique dans l'organisation des manifestations et des blocages économiques initiés à partir de la cabane. Le rond-point constitue un lieu au sein duquel on assiste à une phase de démonétisation temporaire des capitaux antérieurs. Les capitaux militants^[16] et politiques sont en effet peu opérants dans les premiers temps de la vie du rond-point, pour déterminer les différents rôles organisationnels. Les positions dominantes dans les processus de décision semblent davantage s'acquérir en fonction de son niveau d'engagement dans le mouvement. Il n'est pas rare au cours des réunions informelles, ou au cours de discussions, d'entendre dire : « Tu étais où toi le 17 novembre ? ». La date de début du mouvement confère en ce sens une légitimité à la personne s'étant mobilisée dès les premiers actes. Jean-Claude, 72 ans, ouvrier à la retraite, reprenant une militante nouvellement arrivée dans le groupe et souhaitant imposer sa vision pour une prochaine action, s'exclama :

« Moi Murielle, je t'ai vue pour la première fois tu distribuais la parole, tu nous conseillais des actions, je me suis levé et j'ai demandé à quelqu'un "mais c'est

L'importance de la pratique du rond-point et plus encore des nuits passées dans la cabane, les actions menées et la participation à des dates importantes, comme l'acte 3 sur les Champs-Élysées confèrent un autre type de capital : « un capital jaune ». En plus de cette composante liée à la participation au mouvement, des compétences souvent acquises dans le monde professionnel et notamment des pratiques manuelles sont valorisées. Savoir construire une cabane, tenir un garde-manger et cuisiner sont des éléments constitutifs du capital jaune. C'est en cela qu'il revêt sa couleur « jaune », le distinguant d'autres capitaux sociaux et militants. Les contraintes inhérentes à l'occupation physique de l'espace du rond-point permettent la valorisation de compétences professionnelles initialement peu opérantes dans d'autres mouvements sociaux. C'est par exemple le cas pour Marjorie, mère au foyer, primo-manifestante déclarant avoir peu d'intérêt pour le champ politique qui, par son investissement intense dans le groupe de Camon nord et sa participation à la construction de la cabane, est finalement celle qui organise les manifestations dans la ville en délimitant le parcours et en choisissant les horaires de l'évènement.

Acte 2 : La fin des cabanes

En plus de se situer aux frontières opposées de la ville, les deux groupes de gilets jaunes de Camon disposent de caractéristiques sociales et politiques différentes. Dans les premiers temps du mouvement, la proportion de femmes et d'hommes sur les deux ronds-points est similaire même si elle tend à décroître rapidement après les trois premières semaines de mobilisation. Les principales différences entre les deux groupes sont de deux ordres. Au sud, on trouve plus de personnes issues des professions intermédiaires (Charles, cadre retraité de la gendarmerie, Christophe, cadre commercial dans la chimie, Robert, journaliste à la retraite, Patrick, cadre en usine) et de professions intellectuelles (Isabelle, professeur à la retraite, Felix sociologue). S'ils sont minoritaires, le reste du noyau dur étant issu des classes populaires, ils jouent un rôle particulièrement actif dans le façonnage organisationnel et politique du rond-point. Le rond-point sud est beaucoup plus à gauche que le nord. Christian et Christophe se disent ouvertement de gauche, tout comme Robert ou Patrick, ancien candidat aux législatives sur une liste France insoumise qui vient sur le rond-point avec des badges de la FI. Une orientation politique qui influence leur manière de concevoir et de faire de la politique, et leur pratique intense des assemblées générales apparaît en totale contradiction avec le nord. Le salaire moyen est bien plus élevé au sud et la quasi-totalité des manifestants sont également propriétaires. Toutefois lors des entretiens au cours desquels nous insistions sur la décomposition de leur revenu et de leurs dépenses, le taux d'endettement s'avère beaucoup plus fort au sud, réduisant à peau de chagrin leur revenu disponible. Après déduction des charges incompressibles notamment liées au crédit, les revenus disponibles moyens entre le nord et le sud sont relativement similaires.

Au nord, on retrouve en proportion plus importante des personnes au chômage, et des mères célibataires. Le rond-point de Camon nord est plus homogène sur le plan social : à notre connaissance, tous sont de classes populaires excepté Bernard (agent immobilier à la retraite), et la quasi-totalité d'entre eux a des difficultés à boucler les fins de mois. La première vraie différence avec le sud se retrouve dans leur acceptation des actions « coup

de poing » ou violentes. « Les déter' » (déterminés) comme ils s'appellent en opposition aux « intellos », témoignent d'une différence majeure. Si la pratique de l'assemblée au sud semble aller de soi, au nord l'union et les discussions informelles se font par et pour les actions militantes. De plus, la majeure partie du groupe est proche du Rassemblement National, et Jean Louis et Hervé y sont d'ailleurs adhérents. La dénonciation « d'une immigration massive », « du grand remplacement » est régulière.

Lors d'un rassemblement commun dans le centre de la ville, l'apparition d'une rhune nordique sur le rond-point de Camon nord, symbolisant pour ses occupants l'emblème de la famille, avait consacré la discorde avec le groupe du sud. Ces derniers accusaient le nord d'être d'extrême-droite et noyauté par des groupes « avec un certain antisémitisme, de l'homophobie et du racisme, à chaque fois qu'un arabe passait en voiture certains disaient regarde le musulman là dans la voiture » (Marjorie, 38 ans, mère au foyer).

Au début du mois de janvier, après une forte répression policière et judiciaire, la cabane est brûlée par les gilets jaunes eux-mêmes pour ne pas « la laisser à l'ennemi ». S'ouvre alors la période de *la fin des cabanes*, avec deux effets principaux. Cela met un terme tout d'abord à la période de démonétisation des autres capitaux, puisque le capital jaune se retrouve désormais en concurrence avec les capitaux politiques, militants et sociaux antérieurs, ce qui contribue à relancer les luttes de pouvoir au sein du groupe. Ensuite, l'espace militant se restructure entre le rond-point de Camon nord, désormais dépourvu de cabane et le rond-point du samedi de Camon sud. Contraints de quitter leur rond-point, les militants du nord adoptent trois comportements différents. L'*exit*^[17] est le premier d'entre eux. De nombreux militants se sont en effet désengagés à la suite de la perte de leur cabane. Après deux mois d'une forte mobilisation à la fois en termes temporel et physique, les agents sociaux les plus précaires du fait du statut de leur emploi et de leurs conditions financières sont contraints au désengagement. Les déplacements sur les ronds points constituent en effet une dépense en carburant conséquente, et l'investissement temporel est difficile à tenir sur le long terme. Certains manifestants se rendent sur le rond point dès la sortie de leur travail, y restent toute la soirée voire y passent la nuit, et retournent travailler le lendemain. Le tout dans des conditions météorologiques qui ne ménagent pas les corps : en novembre/décembre, on peine à se réchauffer autour des feux de palettes, et les abris de fortune ne protègent guère du vent et de la pluie. La fatigue s'accumule alors rapidement, et est d'autant plus difficile à supporter que beaucoup travaillent dans des secteurs où les journées de travail sont éprouvantes. Pour les femmes, l'engagement militant vient s'ajouter à la « double journée » de travail professionnel et domestique, et le problème de la garde des enfants pour les mères célibataires se pose. Très présentes au début du mouvement, ces dernières, qui subissent une double précarité, sont rapidement obligées de regagner le chemin du travail et du foyer.

La perte de la cabane marque une rupture dans la jeune carrière militante de certains gilets jaunes. Les ressources que découlaient de l'occupation de cet espace physique s'évanouissent. « Tout était à refaire et honnêtement j'avais pas la force » (Françoise, 52 ans, travailleuse du social en situation d'invalidité). Une perte d'autant plus importante que les divisions sud/nord sont « indépassables, on est trop différents, les réunions où on parle pendant des heures pour rien c'est pas pour moi » (Antoine, 23 ans, mécanicien). Si ce sont les divisions en termes de répertoire d'action collective qui sont le plus souvent mises en avant, les discordes politiques désormais explicites entre le nord et le sud sont également des facteurs de désengagement. « Tu peux rien dire avec eux, sans être traité de facho, c'est insupportable » (Jean-Marc, 58 ans, en situation d'invalidité).

La *loyalty*^[18] constitue la deuxième voie possible pour les militants de Camon nord. Un

groupe de militants refuse de s'allier avec le sud et entend continuer la mobilisation sans le rond-point en s'appuyant sur les réseaux sociaux. Ils continuent d'organiser quelques réunions, mais, sans rond-point comme lieu de rassemblement, il est difficile de se réunir : les premières réunions se tiennent sur des parkings ou chez certains militants, mais la perte d'un QG fixe affecte beaucoup l'organisation collective. Lucie (38 ans, aide-soignante) explique ainsi :

« Le rond-point c'était très important pour nous, on discutait, on passait du temps ensemble, on s'échangeait des infos. On a clairement eu beaucoup plus de mal à faire des blocages ou des actions après la fin du rond-point. Là-bas on se voyait directement, on s'organisait et on décidait. On a été forcés de passer par les réseaux sociaux et là les flics avaient toujours un cran d'avance sur nous. »

Des petits groupes d'irréductibles maintiennent une activité militante en rejoignant les actions organisées par les groupes des villes environnantes, de manière plus ponctuelle et tentent en vain de réoccuper le rond-point, sans que jamais cette action n'aboutisse sur une occupation permanente.

La troisième option, la *voice*^[19], est adoptée par les militants disposant d'un temps important à consacrer au mouvement et qui entendent montrer au sud leur manière différente de concevoir l'engagement. Des militants du nord se rendent lors de la dernière semaine de janvier à l'assemblée générale tenue par le groupe de Camon sud, que Maxime nomme « les intellos. Ils s'y rendent cagoulés et Jean-Marc (58 ans, en situation d'invalidité), invité à nous en dire plus sur ce geste, nous confie :

« Quand on est arrivés sur Camon sud, c'était pour leur faire voir notre manière de voir les choses, des AG, des réunions il en faut, (...) c'est pas nous en étant dans les manifs ou sur les ronds-points qui allons le préparer cet avenir, il y a ceux qui préparent le RIC et il y a ceux qui sont là pour faire sauter le pouvoir et ils comprenaient pas ça (...) C'était pour leur faire voir qu'il y a eux dans les salles, à Camon sud qui préparent leur truc et il y a nous, nous on va au contact, nous on va se faire matraquer la gueule. »

Venir cagoulés est ainsi un moyen pour ce groupe de rappeler la nécessité de conduire des actions plus violentes, mais aussi de mettre en avant une identité commune. La cagoule constitue un marqueur d'appartenance à un groupe distinct, exhibée pour se protéger du risque d'assimilation lors de la fusion avec l'autre groupe. Elle rappelle que les deux ronds-points n'ont pas vécu les mêmes expériences en convoquant une histoire commune, faite de confrontation avec la police (matraques, gaz) et de mises en danger :

« On est cagoulés et d'une parce que quand un CRS te fout sur la gueule un coup de matraque tu en as rien à foutre tu lui jettes un caillou, ou ce que tu as sous la main tu t'en fous tu lui jettes voilà moi j'ai fait une garde à vue à cause de ça. » (Jean-Marc)

La division du travail militant entre « les intellos » et « les déterminés » est révélée par

cette alliance forcée. Les deux premières assemblées générales de coalition sont l'objet de débats houleux sur l'intégration ou non des militants du nord. Certains militants de gauche fortement présents dans le groupe du sud s'y opposent. C'est au cours de la deuxième assemblée générale commune que les militants du nord ôtent finalement leur cagoule. Le renoncement à la cagoule marque la première étape de l'intégration d'une partie d'entre eux à ce nouveau groupe. Tandis que certains cessent progressivement de venir aux assemblées générales, ceux qui restent sont de plus en plus acceptés par le groupe du sud, initialement réticent à leur arrivée. Il n'y a alors plus qu'un seul rond-point sur lequel se rassembler, et les réunions qu'organisait le nord disparaissent.

Cependant, la distinction entre les groupes tend à se maintenir dans l'organisation de l'espace : lors des réunions, les anciens du nord se placent en marge du cercle de discussion, ou se regroupent au même endroit du cercle.

À la suite de cette recomposition se produit une réorganisation dans un nouvel espace militant plus traditionnel de l'engagement politique, des assemblées générales dans des salles municipales. La structuration et la codification progressive de l'assemblée générale qui surviennent dans le courant du mois de mars conduisent à l'éviction progressive d'une partie de la population militante.

Acte 3 : « La révolte des femmes » ou le début de la structuration

Désormais à Camon, deux structures permettent aux militants encore actifs de s'organiser : l'occupation hebdomadaire du rond-point sud, sur lequel se rendent une partie des anciens occupants de la cabane du nord, et l'assemblée générale (AG) commune.

Les réunions du nord cessent en effet progressivement de se tenir, et rejoindre l'AG du sud devient alors la seule alternative pour continuer de s'organiser entre gilets jaunes à Camon.

Ces AG se font de manière hebdomadaire, à heure fixe, et durent entre trois et quatre heures. Contrairement aux réunions qui se tenaient initialement sur le rond-point sud le samedi, ces nouvelles formes de rassemblement impliquent un déplacement supplémentaire dans la semaine, qui induit un coût financier (prix de l'essence) et temporel. Cela peut alors dissuader une participation plus intensive au mouvement. François (56 ans, chômeur) nous explique par exemple :

« Je suis jamais allé sur le rond-point de Camon nord, déjà pour une raison technique je suis limité en moyens financiers. Il y a des AG le mercredi je peux pas y aller non plus, parce que je peux pas me faire deux allers-retours dans la semaine, ça me fait 60 bornes aller-retour ... moi je regarde l'essence... j'ai peu de moyens donc il faut que je cible mes actions. »

Une concurrence pour le leadership s'installe rapidement au sein de l'assemblée et un petit groupe d'hommes possédant des capitaux militants antérieurs parvient à imposer son influence au reste du groupe. L'un d'eux, qui bénéficie d'une expérience associative et activiste passée, se rend depuis le début du mouvement sur le rond-point sud en début de journée pour y installer des tables et des chaises, et apporte de quoi boire et manger. Son

investissement sur le rond-point lui confère une certaine légitimité, et il est même désigné par plusieurs de ses camarades comme le « pilier » du lieu. L'autre est cadre dans la chimie, proche du Parti socialiste, il souhaite se présenter à la prochaine élection municipale dans une ville à proximité du rond-point.

Lors d'une AG dans la salle municipale, alors que les chaises sont disposées de façon à ce que l'organisation en cercle mette tous les intervenants sur un pied d'égalité, ce groupe d'hommes va jusqu'à rompre cette égalité spatiale en se plaçant au centre du cercle et en s'octroyant la distribution de la parole. Des militantes, dont Eloïse, 34 ans, coordinatrice dans le secteur viticole et proche de milieux féministes, procèdent alors à une réorganisation de l'espace au sein de la salle municipale. Eloïse hausse la voix contre la « confiscation de la parole par les vieux mâles blancs dominants ». Elle est rapidement rejointe par un petit groupe de femmes qui ressentaient aussi une difficulté à prendre la parole en tant que femmes (parole coupée, attitudes condescendantes, etc.). Ensemble, elles sont alors à l'origine de ce que plusieurs manifestants désignent comme « la révolte des femmes ».

Cette contestation a pour effet direct le départ des « males blancs dominants » qui, face à la remise en question de leur domination, recréent leur propre groupe pour avoir un espace où ils peuvent rester dominants. Ils sont suivis par quelques personnes qui se rendent à la fois aux AG et à ces réunions très masculines et moins politiques : l'un d'eux nous explique qu'ils s'y retrouvent surtout pour « discuter et boire des canons » (Christian, 65 ans, agriculteur).

Cette révolte des femmes est aussi pour les contestataires l'occasion d'exiger une répartition différente de la parole. Eloïse, tout comme Nadine qui ont participé aux mouvements sociaux contre les lois travail, épaulées par Julien et Patrick qui disposent des mêmes expériences de mobilisation, importent au sein de l'assemblée générale de Camon sud des techniques délibératives proches de celles qui avaient cours à Nuit Debout. Elles obtiennent ainsi l'instauration de tours de parole, de deux secrétaires pour la prise de notes, et d'une personne qui gère le temps. Cette formalisation des échanges favorise un accroissement de la parité dans la prise de parole.

Cet évènement, en introduisant des codes et des règles de fonctionnement plus strictes, ouvre la voie à une structuration interne de l'assemblée générale qui ne va ensuite aller qu'en s'accroissant.

L'influence des assemblées des assemblées (Commercy début janvier, Saint Nazaire début avril), et la présence de militants de gauche habitués à ces modes de débat, font en effet évoluer les AG des gilets jaunes vers des formes que l'on retrouve habituellement dans les milieux militants de gauche. Au mois d'avril, les réunions adoptent les mêmes codes qu'à Saint Nazaire (suivant le modèle du mouvement nuit debout) et l'on affiche au mur des pictogrammes indiquant les gestes à faire pour réagir aux interventions. Le déroulement des assemblées générales est schématisé dans un organigramme très détaillé distribué à chaque participant au début des réunions. Il associe des temps prédéfinis à chaque étape de l'assemblée générale, et définit chacun des rôles dans une volonté de garantir un fonctionnement horizontal. La description des différents ateliers exhorte à « sortir de l'émotionnel » pour « construire à long terme », à « s'arrêter, réfléchir, construire ». Ce fonctionnement complexe est difficilement respecté spontanément, et il n'est pas rare que les discussions sur la forme prennent le pas sur les discussions sur le fond, au risque de tomber dans une forme de « fétichisme procédural »^[20]. Ces règles de fonctionnement sont en effet sujettes à débat dans le groupe, sans compter l'énergie que doivent déployer ses

Acte 4 : Qui reste-t-il ?

Bien que ce fonctionnement soit plébiscité par les militants de gauche qui pour la plupart ont rejoint plus tard le mouvement (décembre – janvier), il ne fait pas l'unanimité au sein des gilets jaunes. À Camon nord, les réunions visaient principalement à organiser les actions, et la plupart s'improvisaient sur le rond-point juste avant que l'action ait lieu. Après la destruction de la cabane, ceux qui tentent de rejoindre le groupe de Camon sud font alors face à des modes d'organisation complètement différents de ce qu'ils ont connu. En raison des divergences politiques, sociales et au niveau des moyens d'action, la fusion entre les deux groupes ne parvient pas à s'effectuer. Parmi le groupe qui aspire à un rassemblement, ceux qui s'intègrent vraiment au collectif de Camon sud sont ceux sur lesquels opère un processus de « façonnage organisationnel »^[22] qui comporte

« l'acquisition de savoir-faire et de savoir-être d'une part (ressources), d'une vision du monde (idéologie) d'autre part et la restructuration enfin des réseaux de sociabilité, en lien avec la construction des identités individuelles et collectives (réseaux sociaux et identités) »^[23].

C'est par exemple le cas de Jean-Marc qui vient cagoulé aux premières AG du sud pour manifester sa non affiliation à leur mode d'action, mais que l'on surprend quelques mois plus tard à rappeler à l'ordre un nouveau venu qui ne lève pas la main avant de parler et ne s'inscrit pas sur le tour de parole.

Cette socialisation secondaire touche^[24] cependant une minorité des militants de Camon nord : beaucoup ne se sentent pas à leur place dans des réunions où la prise de parole suppose la maîtrise d'une série de codes, d'un vocabulaire et de références politiques, ainsi qu'une certaine aisance à l'oral. Lorsqu'ils se rendent aux assemblées générales, la séparation sociale et politique se matérialise alors par une séparation spatiale : ils se retrouvent à l'écart du cercle puisqu'ils s'installent en périphérie de la table centrale, et à l'écart des conversations puisque leurs positions sociale et spatiale ne les poussent pas à prendre la parole. Les militants de gauche mènent les débats, en choisissant les sujets abordés, et en occupant les postes clés (distributeur de parole, médiateur, etc.). Ils orientent les discussions vers les sujets avec lesquels ils ont des affinités, et mobilisent leurs références partisans : on peut ainsi voir s'échanger les livres de Juan Branco et François Ruffin, ou entendre Julien (47 ans, employé de bureau) conseiller à l'assemblée de lire Michel Foucault.

Le sentiment d'illégitimité des primo manifestants et précaires peut alors être source de découragement pour ces militants qui cessent progressivement de participer aux AG, voire au mouvement en général. Ce facteur, combiné au coût matériel et temporel de l'engagement dans le temps, ainsi qu'à la répression policière, contribue à expliquer leur évincement du mouvement de Camon. En effet, pour ceux qui continuent à participer à des actions en dehors des AG de Camon sud, il est plus difficile de rester engagé lorsque l'on est dans une situation de précarité économique (25% déclarent vivre dans un foyer où

le revenu est inférieur à 1200€ euros par mois et 50% inférieur à 2000 euros)^[25]. L'essence consommée pour se rendre aux actions ou manifestations, ainsi que les amendes reçues, constituent d'abord une dépense supplémentaire qui peut induire des arbitrages budgétaires pour les ménages. Pour les personnes ayant un emploi précaire, l'engagement dans le mouvement est à concilier avec un état de fatigue physique et mentale induite par leur travail, et un manque de temps disponible. C'est aussi le cas des femmes seules avec enfant(s), initialement très présentes sur les ronds-points, pour qui l'emploi chronophage s'ajoute à la prise en charge du travail domestique, ne leur laissant que peu de disponibilité et de ressources matérielles pour le mouvement.

Face à tous ces obstacles au maintien de l'engagement, ceux qui restent sont ceux qui disposent de suffisamment de temps disponible, ou qui sont retenus par l'importance des réseaux de sociabilité dans lesquels ils sont inscrits. Beaucoup de personnes rencontrées sortent seules dans la rue le 17 novembre, et passent la journée à faire connaissance avec des inconnus. Les liens qui se tissent dès le début du mouvement se renforcent ensuite lors des journées passées sur le rond-point, des réunions, et des manifestations où l'on se soutient dans un contexte de prise de risque et de danger environnant. Sur le rond-point, chacun peut partager ses expériences, sans avoir peur du jugement de ses pairs : beaucoup y trouvent des oreilles attentives qui partagent leurs difficultés. Le rond-point devient alors un recueil de témoignages qui ne pouvaient être exprimés dans les sphères de sociabilité antérieures, par honte ou peur du jugement. Cette libération d'une parole débridée donne l'impression à beaucoup de manifestants d'avoir « enfin trouvé des gens comme [eux] ». En sortant de la sphère privée, leurs discours viennent en effet résonner avec ceux de leurs pairs, ce qui les légitime et peut faire naître un sentiment d'appartenance. Solène (42 ans, employée EDF) nous confie ainsi :

« Donc je me suis dit bah oui on va aller voir, y a peut-être des gens qui pensent comme moi, qui en ont ras le bol, monde de merde, politique de merde. Et du coup oui tu n'es pas seule, et le rond-point ça crée des affinités, et c'est ça qui était hyper intéressant, de se dire non je suis pas perchée en fait, ou alors y en a plein qui sont perchés à penser la même chose quoi. »

Ces nouveaux tissus de sociabilité peuvent alors se substituer aux cercles de sociabilité antérieurs, puisque de nombreuses personnes déclarent avoir perdu de nombreux contacts en raison de leur engagement dans le mouvement : il peut s'agir de rupture avec un conjoint en désaccord politique, d'un éloignement avec certains membres de la famille, de la perte de certains amis qui condamnent cette appartenance au mouvement. Charles (58 ans, retraité) nous explique ainsi :

« Moi j'ai plus perdu que gagné. (...) J'ai perdu certains amis parce qu'effectivement ils n'apprécient pas du tout que je sois gilet jaune. Me disant (...) » t'as rien à faire dans ce mouvement de cloches, c'est que des cons, ils savent pas raisonner, ils savent pas parler ». (...) Certains oui ont décidé de ne plus me rencontrer ».

Cette perte de contacts n'est pas source d'isolement, puisque les militants passent beaucoup de temps avec les gilets jaunes qu'ils rencontrent dans le mouvement, allant pour certains jusqu'à s'appeler tous les soirs. Pour une partie d'entre eux, ces rencontres

La fin des cabanes. Ethnographie de l'espace militant des ronds-points de Camon

<https://www.contretemps.eu> redaction

viennent même constituer un réseau social dont ils étaient auparavant dépourvus. C'est le cas d'Éloïse, qui, lorsqu'on lui demande si son engagement l'empêche de faire certaines choses dans son quotidien, nous répond :

« Non ça vient combler un vide, (...) je me faisais chier maintenant j'ai quelque chose à faire je vais rencontrer du monde. Ça vient combler un vide, il y a vraiment une dimension politique et personnelle, ça a changé beaucoup de choses, j'ai rencontré beaucoup de monde (...). Donc voilà ça m'empêche pas de faire d'autres choses au contraire c'est l'occasion d'en faire plein, que j'aurais aimé faire avant. »

Conclusion

Maintes fois décrit comme un mouvement issu de la « France périphérique », de la France rurale ou des oubliés, une attention plus fine à l'espace propre des mobilisations locales permet de comprendre les mutations internes du mouvement. Les résultats exposés ici n'ont pas toutefois une vocation universelle et chaque rond-point ou groupe de gilets jaunes dispose de spécificités propres, en fonction de ceux qui les composent et des lieux géographiques de la mobilisation. L'analyse du mouvement en train de se faire conduit à identifier des moments clefs du processus contestataire, notamment la destruction des cabanes sur les ronds-points entraînant des mutations de la structure du groupe et conduisant à un tri dans la population militante, au détriment des personnes issues des classes les plus populaires. Le travail de recensement des ronds-points, de leurs spécificités et de leurs points communs nous paraît crucial pour comprendre ce mouvement social.

Illustration : Photo Cyril Hiely.

Notes

[1] Nous tenons à remercier les membres de la revue *Contretemps* pour leur lecture et leurs critiques.

[2] Tous les noms et prénoms mentionnés ici ont été modifiés (lieux et militants)

[3] CHALLIER Raphaël, « Rencontres aux ronds-points. La mobilisation des gilets jaunes dans un bourg rural de Lorraine », *La vie des idées*, 19 février 2019.

[4] DEVAUX Jean-Baptiste, LANG Marion, LEVEQUE Antoine, PARNET Christophe, THOMAS Valentin, « La banlieue jaune. Enquête sur les recompositions d'un mouvement », *La vie des idées*, 30 avril 2019.

[5] Moyenne réalisée sur les 6 communes en zone péri-urbaine dans lesquelles résident majoritairement les gilets jaunes de Camon.

[6] Moyenne réalisée sur les 5 communes en zone péri-urbaine dans lesquelles résident majoritairement les gilets jaunes de Camon.

[7] Une lecture des différents programmes électoraux pour l'élection municipale de 2014 et de 2020 le souligne également.

[8] Journal local réalisé par la municipalité (Décembre 2014, N°53).

[9] Collectif Enquête gilets jaunes CNRS : « Une enquête pionnière sur la révolte des revenus modestes », *Le Monde*, 12 décembre 2018

[10] HMED Choukri, LAURENT Jeanpierre, « Révolutions et crises politiques au Maghreb et au Machrek », *Actes de la recherche en sciences sociales* 2016/1 (N° 211-212), p. 4-23.

[11] SEWELL (W. H.), « Space in Contentious Politics », in Aminzade (R.), Gladstone (J. A.), D. McAdam (D.) et al., eds, *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 51-52.

[12] RAVELLI Quentin « Les huit fonctions du rond-point », *Analyse Opinion Critique*, 3 février 2020.

[13] Voir par exemple pour une étude croisée sur l'occupation de la place de la république lors de Nuit Debout et de la *Placa Catalunya*, SMAOUI Selin, *Faites place ! Novices en lutte*, Paris, éditions textuel, 2017.

[14] ALONZO Eric, *Du rond-point au giratoire*, Editions Parenthèses / Editions du certu, Marseille, 2005.

[15] SEWELL (W. H.), « Space in Contentious Politics », in Aminzade (R.), Gladstone (J. A.), D. McAdam (D.) et al., eds, *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 51-52 ; TILLY Charles, *La France contestée de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.

[16] MATONTI Frédérique, POUPEAU Franck, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155, 2004, p. 4-11.

[17] HIRSCHMAN Albert O., *Défection et prise de parole. Théorie et applications*, Paris, Fayard, 1995.

[18] HIRSCHMAN (Albert O.), *ibid*

[19] HIRSCHMAN (Albert O.), *ibid*.

[20] O'MIEL Julien et al. « Une sociologie critique de la démocratie participative est-elle utile ? », *Participations*, vol. 19, no. 3, 2017, p. 221-242.

[21] LEE Caroline, *Do-it-yourself democracy : The rise of the public engagement industry*, Oxford University Press, 2014.

[22] SAWICKI Frédéric, SIMEANT Johanna, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Notre critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, 2009-01/03, vol51, p.97-125.

[23] FILLIEULE Olivier, PUDAL Bernard, « Sociologie du militantisme: Problématisations et

La fin des cabanes. Ethnographie de l'espace militant des
https://www.contretemps.eu ronds-points de Camon redaction

déplacement des méthodes d'enquête ». in Éric Agrikoliansky éd., *Penser les mouvements sociaux: Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 163-184.

[24] Pour un exemple concret de la socialisation politique dans le mouvement Cf. Bedock, C., Bonin, L., Liochon, P., Schnatterer, T., « Au delà de la démocratie représentative : visions du système politique et réformes institutionnelles dans le mouvement des gilets jaunes ». ST 12 : Au delà des partis et des élections ? confronter théorie politique et perceptions des acteurs, 15e congrès de l'association française de Science Politique (AFSP). Sciences Po Bordeaux, 2019.

[25] Les Gilets jaunes, Collectif d'enquête sur, et al. « Enquêter in situ par questionnaire sur une mobilisation. Une étude sur les gilets jaunes », *Revue française de science politique*, vol. vol. 69, no. 5, 2019, pp. 869-892.